

peur et attribuent à leurs concitoyens noirs leurs propres attitudes. Ils estiment donc que seules deux possibilités existent : dominer ou périr. Je crois qu'une troisième option -- la démocratie sans discrimination raciale -- peut non seulement connaître du succès, mais reflète en outre la vision qu'a l'Afrique du Sud noire de l'avenir. C'est cette vision de l'avenir que nous espérons voir favorisée au moyen d'un dialogue entre les groupes raciaux. Nous avons d'ailleurs créé un fonds de 1,6 million de dollars visant la promotion du dialogue entre les Sud-Africains.

Si les perspectives d'un changement fondamental et de négociations visant la formation d'un gouvernement non racial et représentatif sont meilleures que jamais, c'est en grande partie grâce aux pressions internationales soutenues qui ont été exercées. Les sanctions, d'ordre économique ou autre, portent fruits, particulièrement les sanctions financières. Même des représentants sud-africains reconnaissent la situation financière très difficile à laquelle ils font face. Non seulement les sanctions font-elles augmenter le coût économique de l'apartheid, mais elles ont aussi un effet psychologique encore plus important. Nos divers experts ont notamment souligné l'importance du réaménagement prochain de la dette. Il faut aussi continuer d'exercer des pressions, et ce, tant que nous n'aurons pas la preuve concrète d'un changement fondamental.

Mais en quoi consiste, pour nous, ce changement? Le "concept de négociation possible" préconisé par le groupe de personnes éminentes du Commonwealth est le meilleur point de départ. La remise en liberté de Nelson Mandela et d'autres prisonniers politiques doit être accompagnée de la légalisation de l'ANC et du PAC, de la normalisation des activités politiques des Noirs, de la levée de l'état d'urgence et, une fois qu'aura pris fin la violence de part et d'autre, de l'amorce d'un processus de négociations véritables devant permettre de former un gouvernement non racial et représentatif.

La présente réunion est la dernière avant celle des chefs de gouvernement du Commonwealth en octobre. Au cours des deux dernières années, nous avons fait valoir au sein de la communauté internationale la nécessité de maintenir les pressions internationales, particulièrement les sanctions, comme complément aux efforts internes visant la promotion du changement en Afrique du Sud.